



SNUDI-FO

Syndicat National Unifié des Directeurs, Instituteurs
et Professeurs des Ecoles -Force Ouvrière
Maison des syndicats – 1 rue Sédillot – 67 000 STRASBOURG
03-88-35-24-22 snudi.fo67@orange.fr

<https://snudifo67.fr>

CTSD du 22 juin 2021

Monsieur le Directeur académique
Mesdames et Messieurs les membres du CTSD 67,

A 2 semaines des congés d'été, nous nous réunissons pour de menus ajustements en postes faute de moyens et pour entériner un nombre bien trop important de fusions d'écoles.
Dès les premiers jours de l'année scolaire, nous savions que cette carte scolaire allait être compliquée, nous n'avons pas été déçus en termes de chaos !

M. Blanquer, refusant obstinément de recruter les personnels titulaires nécessaires par le biais des listes complémentaires des concours, accélère le démantèlement de l'École Publique et préfère être le bon élève de l'austérité budgétaire.
Cette année encore, notre ministre réussit l'exploit aussi incroyable qu'insensé, d'économiser des millions d'euros sur le budget de l'Éducation.

La pandémie que nous vivons a pourtant mis en exergue le manque criant d'enseignants titulaires dans les écoles. Ce manque d'engagement de notre gouvernement dans l'Éducation Nationale est intolérable alors qu'il est affiché que l'école primaire est une priorité nationale !

Devant l'évidence du manque de personnel, nous ne pouvons que constater que les choix gouvernementaux sont pris en pleine conscience et lourds de conséquence. Les enseignants ont vécu une année éreintante, chaotique et douloureuse, à coup de protocoles, de FAQ désormais antidatées – comble de malhonnêteté intellectuelle, d'ordres et de contre-ordres, d'école à distance, d'école facultative parfois, de mépris, d'indifférence et de violences aussi.

Pourtant, certains diront que nous sommes choyés, que la pandémie mise à part, nous n'avions pas de problèmes de remplacement et que tout allait bien avant l'apparition de ce virus. **Cynisme et désinformation de la population pour cacher la vérité !**
L'Éducation Nationale a besoin de plus de postes pour remplir ses missions et pas seulement depuis cette pandémie !

Monsieur le Directeur académique, vous ne pouvez plus cacher la poussière sous le tapis car désormais, les parents d'élèves souhaitent entrer dans une nouvelle phase de lutte pour exiger un véritable plan d'urgence pour l'école : ils ne sont plus dupes ; ils voient clair dans ce jeu néolibéral détestable qui vise à détériorer progressivement tous les services publics de la République afin qu'à un moment donné, ils ne puissent plus fonctionner pour être in fine privatisés !

Ceci est un leurre : il suffit de regarder un peu plus loin que le bout du nez du Ministre pour analyser ce qui est arrivé dans les pays européens voisins : à vouloir tout privatiser, la population s'est vite retrouvée privée de tout ! Et ces mêmes pays reviennent aujourd'hui en arrière...nos collègues

suédois, anglais ou norvégiens appellent notre confédération pour prévenir des dangers de la privatisation rampante et invitent les collègues à lutter de toutes leurs forces pour préserver ce bien commun qu'est l'école, pilier fondamental de la République. **C'est ce que nous avons décidé de faire avec les parents d'élèves dès demain dans le département pour une journée de mobilisation contre la situation chaotique du non remplacement.**

Dans le Bas-Rhin, après une première phase de carte scolaire en février et malgré les remontées du terrain, la balance entre les fermetures de classes et les ouvertures de classes vous a conduit à dégager une réserve en postes de l'ordre de 8.5 ETP. L'annonce au Sénat de la Secrétaire d'Etat Nathalie Elimas : « *Nous ne fermerons ni écoles, ni classes dans les petites villes de moins de 5000 habitants sans accord du maire* » a été balayée d'un revers de main par notre ministre !

Les postes octroyés par le gouvernement ne suffiront pas à pallier le déficit d'enseignants et le manque de remplaçants dans le Bas-Rhin. Ils ont été largement sous-estimés !

Que ce soit nationalement ou localement, les préconisations et les mesures se font à moyens constants ! C'est inacceptable ! Malgré votre refus de nous transmettre des documents faisant état de cette situation au cours du CTSD de bilan de la rentrée 2020, avec l'expérience, nous avons réussi à le démontrer.

Comme vous le savez, la **FNEC FP FO** intervient auprès du ministre et réclame un recrutement massif et immédiat de personnels titulaires depuis de nombreux mois.

Nous, nous n'avons pas comme objectif principal de « faire avec ce qu'on a » mais plutôt de « bien faire ». Pour nous, enseignants et personnels et pour nos élèves bien sûr.

Nous connaissons et dénonçons déjà, la globalisation des effectifs dans les écoles primaires mais avec votre projet de multiplication des fusions d'écoles, vous aggravez cette situation. Conformément à ses mandats, notre fédération, la **FNEC-FP-FO**, continue de s'opposer aux fusions d'écoles, qui ne constituent qu'une étape dans la mise en œuvre des réformes gouvernementales visant à créer des établissements autonomes dans le premier degré.

Même en cette fin d'année scolaire, vous mettez un coup d'accélérateur au processus de fusions d'écoles : nous le condamnons car, comme nous venons de le dire, nous connaissons le projet sous-tendu et nous ne pouvons pas le déconnecter du projet de loi Rilhac, projet dont nous demandons l'abandon car il ne correspond en rien aux revendications de nos collègues directrices et directeurs d'écoles.

En résumé, le projet de loi Rilhac-Blanquer crée une délégation de compétences pour remettre en cause le fonctionnement de l'école transformer le directeur en contremaître soumis à toutes les pressions locales. Pour la **FNEC-FP-FO** c'est NON !

Faire cesser la situation insupportable dans laquelle se trouvent les directeurs d'école passe par abandonner ce projet de loi qui ne fera qu'aggraver la situation et satisfaire les revendications urgentes sur la direction d'école :

- une augmentation financière significative : 100 points d'indice pour tous !
- une réelle amélioration des quotités de décharges pour tous les directeurs,
- une aide administrative attribuée à chaque école sous la forme d'un emploi statutaire de la fonction publique.

Nous savions que les classes dédoublées en Education prioritaire se feraient également sans moyens supplémentaires. Inacceptable ! Mais avoir découvert que la problématique des locaux allait

engendrer un tel chaos dans les écoles est d'un autre niveau. Nous sommes profondément choqués par la méthode utilisée (si nous pouvons parler de méthode) pour dédoubler « quoiqu'il en coûte » les classes sans que vous ayez conduit une analyse fine des problèmes de locaux non disponibles. Notre fédération ne comprend pas comment à la fois la ville de Strasbourg et vous, Monsieur le Directeur académique, avez-vous pu mettre en place ce dispositif en obligeant les collègues à travailler à deux au sein d'une même salle de classe sans l'avoir annoncé clairement avant les opérations de mutation des personnels. **Cette situation engendre déjà des crispations importantes et légitimes au sein des équipes alors que l'année scolaire 2021/2022 n'a pas encore commencé.**

Car dédoubler des classes pour les regrouper in fine avec plus de personnes au m2 que dans une seule salle de classe non dédoublée, c'est un peu fort par temps de crise sanitaire ! Mais peut-être voyez-vous déjà plus loin avec ces regroupements et comptez-vous ainsi pallier les problèmes de remplacement en Education prioritaire ! Lorsqu'un enseignant de classe dédoublée sera absent, allez-vous pousser le vice et ne pas le remplacer d'office en considérant que son binôme sera tout à fait apte à cumuler l'enseignement des deux classes en même temps ? Jusqu'où ira la casse de notre service public, Monsieur le directeur académique ?

Ceci est d'autant plus inadmissible que dans le rapport Borloo de 2018 qui prévoyait l'extension du dispositif du dédoublement des classes en REP et REP+, on annonçait dans le programme 4 : *« Un Fonds de solidarité éducative, doté de 300 M €, permettra d'aider les communes à financer l'investissement nécessaire au dédoublement des classes et à la préscolarisation, y compris le cas échéant par l'implantation de bâtiments provisoires modulaires. Le fonds prendra également en charge une partie du fonctionnement induit, y compris le renforcement de l'encadrement dans les maternelles »*

Donc le financement a été prévu pour aider au réel dédoublement des classes et non au dédoublement-regroupement tel que vous l'avez élaboré dans notre département. Notre fédération va se pencher très sérieusement sur cette question du financement car l'utilisation des fonds publics pour aider les communes à financer l'investissement scolaire doit se faire en toute transparence ! Pour notre fédération qui revendique l'allègement des effectifs dans l'ensemble des niveaux de classe et pas seulement en GS, CP et CE1 en éducation prioritaire, s'oppose fermement aux classes dédoublées regroupées faute de locaux ! **Dans ces circonstances, le dispositif est complètement dénaturé !**

Concernant les rythmes scolaires, il est curieux qu'après votre circulaire départementale demandant le renouvellement des demandes de dérogation d'organisation de la semaine scolaire, ce point ne figure même pas à l'ordre du jour de ce CTSD pourtant compétent en la matière. Y a-t-il des changements dans ces demandes ? Nous vous demandons de bien vouloir nous transmettre l'ensemble des horaires des écoles bas-rhinoises pour la prochaine rentrée scolaire et avant le CDEN devant les entériner.

Enfin, lors de la CAPD du 6 mai, vous avez refusé de répondre à nos questions concernant la formation initiale prétextant que ce point n'avait aucun rapport avec l'instance. Etant donné qu'elle est liée aux moyens, nous renouvelons notre demande : combien y aura-t-il d'étudiants en master MEEF l'an prochain ? Quelle sera l'organisation de leur service à la rentrée ? Quid des postes berceaux ? Qui va assurer le tutorat de ces étudiants ? Les futurs M2 pourront-ils choisir d'être alternants ou non alternants ? Comment allez-vous maîtriser la répartition des postes malgré cette incertitude ?

La **FNEC-FP-FO** portera aujourd'hui toutes les demandes des collègues qui ne figurent pas forcément dans vos propositions car ils revendiquent des mesures qui permettront à l'Éducation Nationale de remplir son rôle et sont donc légitimes.

Beaucoup de situations portées à votre connaissance lors des CTSD précédents sont critiques et non réglées et nécessitent une intervention rapide de votre part.

Par ailleurs, notre fédération condamne fermement votre proposition de création de 2 ETP « ERUN » qui prévoit de décharger à 50% 4 enseignants du 1^{er} degré dans le cadre du projet « Plume » et de l'équipement numérique des écoles de la ville de Strasbourg. Alors que notre département souffre d'un manque criant d'enseignants, notre fédération exige avoir des postes dans les écoles et devant les élèves pour leur prise en charge et non pour un dispositif qui va être totalement absorbé par la seule ville de Strasbourg.

En utilisant la quasi-totalité de la dotation, à 1.2 ETP près selon nos calculs lors de cette deuxième phase, vous reconnaissez de fait les besoins dans notre département et nous comptons sur vous pour obtenir une dotation supplémentaire conséquente qui permettrait de ne pas dégrader les conditions d'enseignement et d'apprentissage du Bas-Rhin à la rentrée 2021.

Monsieur l'Inspecteur d'Académie, la **FNEC-FP-FO** exige l'annulation de toutes les fermetures et les ouvertures de classes partout où elles sont nécessaires, la fin des pressions et des globalisations inacceptables ainsi que la création de postes d'enseignants remplaçants, d'enseignants spécialisés et d'AESH en nombre suffisant !

Pour la **FNEC-FP-FO**,
Audrey LAGES et Yannick LEFEBURE